

L'angle mort nucléaire en Asie du Sud-Est : entre latences et pressions concurrentes



Hely Desai | 24 juillet 2026 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [Southeast Asia's Nuclear Blind Spot: Latent Pathways and Explicit Pressures](#) », publié le 13 mars 2026 sur War on the Rocks.



Pourquoi l'Asie du Sud-Est, qui n'héberge officiellement pas d'armes nucléaires, devient-elle de plus en plus vulnérable à ce risque ? Le [traité de Bangkok](#), aussi connu sous le nom de Southeast Asia Nuclear Weapon-Free Zone (traité SEANWFZ), a longtemps été considéré comme offrant de la stabilité à une zone qui en manquait. Pourtant, malgré le respect continu des dispositions légales et la solidité des normes antinucléaires, la région est de plus en plus exposée aux dangers liés au nucléaire.

En Asie de l'Est, l'évolution des enjeux nucléaires ne se limite plus à la simple militarisation. Les transformations les plus marquantes découlent de la diffusion de capacités connexes au nucléaire : intégration dans les stratégies maritimes, développement du nucléaire civil et compétition militaire conventionnelle. Jusqu'à présent, l'attention s'est surtout concentrée sur les points chauds d'Asie du Nord-Est, en particulier la péninsule coréenne, où l'expansion nucléaire de la Corée du Nord – avec sa stratégie du « [bouclier et de l'épée nucléaires](#) », ses progrès en matière de missiles balistiques lancés depuis des [sous-marins](#) et la [modernisation accélérée de l'arsenal nucléaire chinois](#) (accompagnée de [pressions militaires sur Taiwan](#)) – a renforcé les exigences en matière de dissuasion pour les alliés des États-Unis. Les craintes liées à des stratégies de « couverture » (*hedging*) en [Corée du Sud](#) et au [Japon](#), dans un contexte de remise en question de la crédibilité de la dissuasion élargie américaine, illustrent cette dynamique. Les récents développements maritimes – comme la volonté de Pyongyang de se doter d'un sous-marin à propulsion nucléaire armé de missiles nucléaires, l'[accord de Washington](#) pour aider Séoul à développer un sous-marin similaire, ou encore les [nouvelles autorisations](#) d'enrichissement d'uranium et de retraitement du combustible

usé – n'ont fait qu'aggraver les inquiétudes en matière de prolifération. Or, ces dynamiques, jusqu'ici cantonnées au nord, s'étendent désormais vers le sud.

L'Asie du Sud-Est, coincée entre une rivalité sino-américaine qui s'intensifie et des espaces maritimes contestés, est de plus en plus exposée à des équipements navals à propulsion nucléaire, potentiellement armés. Les déploiements présumés de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) chinois en [mer de Chine méridionale](#), la [présence navale américaine](#) soutenue et les [opérations de liberté de navigation](#) (FONOPS) – combinés à l'intensification des activités de lutte anti-sous-marine et à la course aux missiles en cours – transforment progressivement l'Asie du Sud-Est en un théâtre de compétition quasi nucléaire. Dans ce contexte stratégique volatile, même des incidents conventionnels pourraient dégénérer en recours à des moyens stratégiques, augmentant les risques d'escalade et compliquant les efforts de l'ASEAN pour préserver son autonomie et sa cohésion.

Parallèlement, le paysage énergétique de la région se recompose sous l'effet d'une tendance lente, mais déterminante : les [technologies nucléaires civiles](#) connaissent un regain d'intérêt et sont de plus en plus acceptées. Poussés par des préoccupations de sécurité énergétique, leurs engagements en faveur de la décarbonation et leurs priorités de développement, plusieurs pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – notamment l'Indonésie, le Viêt Nam et les Philippines – explorent désormais l'énergie nucléaire et les capacités liées au cycle du combustible, invoquant leur droit à une utilisation pacifique. Cependant, ces technologies à double usage risquent d'entremêler les infrastructures civiles avec des dynamiques de rivalité stratégique, en raison d'une dépendance accrue à des fournisseurs extérieurs et de capacités réglementaires potentiellement inégales.

Ces évolutions signalent l'émergence d'une nouvelle phase dans la gestion du risque nucléaire, marquée moins par une prolifération ouverte que par la latence, la proximité et la concurrence dans tout ce qui touche de près ou de loin au nucléaire. Le régime mondial de non-prolifération est ainsi mis à l'épreuve : s'il ne s'adapte pas, il risque de s'éroder sous l'effet de ces pressions cumulées.

À mesure que le nucléaire civil progresse, l'Asie du Sud-Est doit donner la priorité à des cadres réglementaires nationaux solides, à des garanties rigoureuses et à des mécanismes régionaux de gestion de crise pour faire face aux navires à propulsion nucléaire déployés par des puissances extérieures. L'enjeu politique consiste à adapter la mise en œuvre des engagements non nucléaires de la région dans un environnement stratégique de plus en plus marqué par des dynamiques quasi nucléaires.

Le rééquilibrage des alliances en Asie du Nord-Est

Pour comprendre ces défis, il faut partir du contexte stratégique de l'Asie du Nord-Est, d'ores et déjà l'un des environnements les plus exposés au risque nucléaire au monde. La présence simultanée de quatre puissances nucléaires – Corée du Nord, Chine, Russie et États-Unis – y engendre une instabilité permanente. Ce qui rend cet environnement encore plus déterminant, ce n'est pas seulement la dimension matérielle des arsenaux, mais aussi l'affaiblissement continu de la confiance dans la dissuasion élargie assurée par les États-Unis. L'enjeu ne réside donc pas dans le rejet du débat normatif sur la prolifération, mais dans la nécessité de compenser les lacunes perçues en matière de crédibilité de la dissuasion et des alliances en situation de crise.

À Séoul, par exemple, la principale motivation derrière l'expansion des ambitions liées au cycle du combustible est stratégique plutôt que commerciale. Au-delà du soutien à de futurs réacteurs navals, la maîtrise nationale de l'enrichissement réduirait considérablement les délais nécessaires pour accéder à une option d'armement nucléaire. La latence est déjà intégrée dans les infrastructures et tend à s'institutionnaliser à mesure que se développent des capacités réduisant la distance politique et technique vers l'acquisition d'armes nucléaires. L'évolution du cadre juridique sud-coréen est donc cruciale : selon les garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) listées dans la [circulaire d'information INFCIRC/153](#), les matières nucléaires utilisées pour des activités militaires licites – comme la [propulsion navale](#) – peuvent être soustraites aux inspections de routine de l'agence. Pendant des décennies, les accords de coopération nucléaire entre les États-Unis et la Corée du Sud avaient restreint cette possibilité, [interdisant](#) les usages militaires des technologies nucléaires transférées et encadrant strictement l'enrichissement et le retraitement. Même lorsque le droit international laissait une marge de manœuvre limitée, les arrangements d'alliance renforçaient la retenue. Or, les États-Unis ont récemment accepté d'aider Séoul à construire un sous-marin à propulsion nucléaire et à élargir ses capacités d'enrichissement et de retraitement, marquant un tournant majeur par rapport à leur posture antérieure.

Bien que la propulsion navale, l'enrichissement et le retraitement soient juridiquement traités comme des domaines distincts dans le cadre des accords bilatéraux, leur convergence crée un environnement structurel propice à la prolifération. Autrement dit, des technologies historiquement considérées comme sensibles du point de vue de la prolifération sont désormais requalifiées comme des composantes légitimes de la modernisation des alliances. Cela ne constitue évidemment pas une violation du Traité

sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), mais reconfigure plutôt le degré de proximité qu'un État non doté peut atteindre vis-à-vis de capacités d'armement tout en restant formellement conforme. Les exemptions relatives à la propulsion navale génèrent intrinsèquement des [angles morts](#) en matière de contrôle et, dès lors que ces exemptions se normalisent parmi les alliés avancés des États-Unis, les barrières normatives entourant des technologies étroitement associées aux capacités d'armement tendent à s'éroder. Dans de tels contextes, les signaux politiques sont tout aussi déterminants. Il est à cet égard notable qu'en [Corée du Sud](#) comme au [Japon](#), des responsables politiques de premier plan ont publiquement évoqué la possibilité d'une acquisition d'armes nucléaires s'ils percevaient une dégradation de l'environnement sécuritaire. Cette tension s'est d'autant plus accentuée que les menaces régionales émanant de la Corée du Nord et de la Chine se sont montrées plus explicites.

Pour étayer cette thèse, certains décideurs politiques à Washington affirment qu'un renforcement de la capacité latente des alliés – voire une nucléarisation limitée de ceux-ci – pourrait [stabiliser la dissuasion](#) et permettre aux États-Unis de concentrer leurs efforts sur leur stratégie d'équilibrage (*balancing*) vis-à-vis de la Chine. Cependant, dans un contexte marqué par un déficit de crédibilité américaine et une aggravation des menaces à l'échelle régionale, une prolifération « encadrée » peut apparaître non pas comme un facteur stabilisateur, mais comme une forme d'abandon stratégique, rendant ce raisonnement largement autocentré. Cette approche comporte également le risque de supposer que cette normalisation pourrait être contenue au sein d'un cercle restreint d'alliés dits « responsables ». Ce faisant, la distinction entre conformité et capacité tend à se réduire, à mesure que le coût politique du passage de la latence à l'acquisition diminue lui aussi. Cette dérive structurelle ne conduit pas immédiatement à l'émergence de nouveaux États dotés de l'arme nucléaire, mais elle modifie les attentes quant aux postures pouvant être jugées acceptables.

En pratique, dès lors que la quasi-acquisition est légitimée pour certains, la hiérarchie normative qui sous-tend la non-prolifération s'en trouve plus largement fragilisée. De même, si les États d'Asie du Sud-Est poursuivent le développement de l'énergie nucléaire civile dans un contexte de compétition stratégique, sans capacités réglementaires adéquates, ni expertise technique suffisante, ni garanties robustes concernant le combustible usé, la gestion des déchets et les chaînes d'approvisionnement, des défis comparables en matière de gouvernance et de prolifération pourraient émerger. Cela pourrait conduire des États comme l'Indonésie ou le Viêt Nam à réévaluer, à terme, leur propre maîtrise. Dans cette perspective, si une perte de crédibilité des États-Unis incitait le Japon ou la Corée du Sud à se doter de l'arme nucléaire – ou si des États-Unis de plus en plus isolationnistes encourageaient activement une telle évolution – il deviendrait bien plus difficile de maintenir des arguments convaincants en faveur du maintien de contraintes de non-prolifération à l'égard de l'Iran ou d'autres États du Moyen-Orient.

Alors que les capacités de la Corée du Nord et de la Chine accentuent les pressions nucléaires régionales, les États d'Asie du Sud-Est perçoivent pour l'essentiel ces évolutions comme indirectes plutôt qu'immédiates. Pour la plupart des membres de l'ASEAN, l'enjeu réside davantage au niveau des conséquences structurelles de la rivalité entre puissances dans les espaces maritimes adjacents qu'à celui de la perspective d'une attaque nucléaire imminente.

L'Asie du Sud-Est à l'intersection de dynamiques nucléaires concurrentes

On le sait, l'équilibre nucléaire en Asie de l'Est devient de plus en plus instable. D'un point de vue stratégique, cette région n'est plus située à la périphérie. Le [traité de Bangkok de 1995](#), qui a institué une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, visait à protéger l'ASEAN de la rivalité atomique des grandes puissances en interdisant le développement, la possession et le déploiement d'armes nucléaires par les États membres. Toutefois, dans l'environnement volatil actuel, le principal point de blocage réside dans [l'article 2](#) du protocole du traité, qui oblige les États dotés à ne pas utiliser ni menacer d'utiliser l'arme nucléaire au sein d'une zone géographiquement étendue couvrant les territoires, eaux territoriales et zones économiques exclusives (ZEE) des États membres de l'ASEAN – et ce, à travers un vaste corridor maritime allant de l'océan Indien au Pacifique.

En conséquence, les États dotés d'armes nucléaires ont souvent [hésité à entériner](#) ces dispositions dans leurs législations nationales, considérant que les exigences en matière de notification et de transparence étaient contraignantes pour leurs opérations de dissuasion et leur flexibilité navale, d'autant plus que leurs sous-marins lanceurs de missiles balistiques transitent ou opèrent régulièrement dans les ZEE des États membres de l'ASEAN. Alors que la [Convention des Nations unies sur le droit de la mer autorise](#) le transit des sous-marins à propulsion nucléaire au titre du « passage inoffensif » – sous réserve de certaines conditions – et préserve la liberté de navigation dans les ZEE, le traité de Bangkok impose un engagement politique plus large aux États dotés d'armes nucléaires dont les postures de dissuasion reposent sur des patrouilles régulières de sous-marins lanceurs de missiles balistiques dans ces couloirs maritimes.

Proximité sans protection : les marges nucléaires de la rivalité sino-étasunienne

Les ambitions stratégiques des États ne font qu'exacerber ces tensions. Les différends maritimes en mer de Chine méridionale – impliquant notamment les Philippines, le Viêt Nam, la Malaisie, Brunei et [les chevauchements](#) des revendications de ZEE indonésiennes – brouillent dans la pratique les frontières de la zone. Les [négociations en cours sur le code de conduite](#) pour les membres de l'ASEAN soulignent également que l'étendue spatiale précise de la zone qui doit rester préservée d'armes nucléaires demeure politiquement contestée.

Dans ce contexte, la signature, [officiellement volontaire](#), du protocole par la Chine aurait été conditionnée à des [garanties interprétatives](#) dans le cadre d'un memorandum d'entente, selon lesquelles le traité ne porterait pas atteinte à ses revendications de souveraineté. Une telle flexibilité permet à Pékin de se présenter comme une puissance nucléaire responsable tout en préservant sa marge de manœuvre pour les opérations de ses sous-marins nucléaires dans des eaux contestées. Parallèlement, l'expansion de l'arsenal chinois et le développement de sa coopération nucléaire civile en Asie du Sud-Est inscrivent plus largement cette zone sans armes nucléaires dans le cadre de la compétition stratégique avec les États-Unis, dont les FONOPS mettent à mal les prétentions chinoises. La mer de Chine méridionale est devenue un front de cette rivalité, ces opérations de liberté de navigation et l'expansion du contrôle militaire chinois intensifiant les frictions stratégiques. En se présentant comme le principal protecteur de l'ASEAN, la [Chine peut approfondir](#) ses liens politiques et économiques, ce qui lui permet également de renforcer sa diplomatie commerciale, promouvoir les connectivités de l'initiative des Nouvelles Routes de la soie et consolider sa position stratégique dans la région.

Par ailleurs, à mesure que les tensions autour de Taïwan accroissent la perspective d'un conflit entre grandes puissances – potentiellement assorti d'une escalade nucléaire –, les États d'Asie du Sud-Est font face à une insécurité croissante conjuguée à un sentiment de rétrécissement de leur autonomie stratégique. Parallèlement, les préoccupations en matière de sécurité et de transparence restent vives, en particulier après l'incident qui a touché l'[USS Connecticut](#) en 2021 et a mis en évidence le faible niveau d'information des États de la région concernant les risques nucléaires dans leurs propres eaux. Cette opacité alimente une inquiétude plus large quant aux implications à long terme de la présence de plateformes navales à propulsion nucléaire. Si les [enquêtes d'opinion](#) montrent que de nombreux acteurs en Asie du Sud-Est perçoivent le partenariat AUKUS comme un contrepoids à la Chine, une part significative craint qu'il n'accélère partout la course aux armements et n'affaiblisse les normes de non-prolifération.

Il en résulte la reconfiguration d'une région contrainte de composer avec des déploiements à propulsion nucléaire qui ne sont pas de son fait et qu'elle ne peut maîtriser, dans un contexte de déficit de transparence et de consentement politique inégal.

Pourtant, malgré une exposition croissante aux dynamiques « nucléaires périphériques », les États d'Asie du Sud-Est ne perçoivent généralement pas de menace nucléaire immédiate ou existentielle. Leur appartenance à une zone sans armes nucléaires – combinée à l'absence d'adversaire nucléaire direct exerçant une pression coercitive – conduit la plupart des gouvernements à privilégier la clarté stratégique, la sécurité énergétique et la dissuasion conventionnelle plutôt que des stratégies explicites de « *hedging* » nucléaire. L'Indonésie, le Viêt Nam et les Philippines continuent ainsi de mettre l'accent sur le renforcement des capacités maritimes et l'équilibre diplomatique.

Pourtant, l'absence de perception d'une menace aiguë n'est pas synonyme de protection. Au contraire, le risque nucléaire en Asie du Sud-Est émerge de manière structurelle : proximité de déploiements nucléaires tiers, exposition à la propulsion nucléaire navale, expansion des capacités du cycle du combustible en Asie du Nord-Est et normalisation progressive de la latence nucléaire chez les alliés des États-Unis. Dans ce contexte, le risque de prolifération demeure moins motivé par une demande immédiate que conditionné par l'érosion progressive de la distance entre conformité et capacité.

Le tournant du nucléaire civil

Par ailleurs, plusieurs États d'Asie du Sud-Est commencent à [reconsidérer leur réticence historique](#) à l'égard du nucléaire civil, dans un contexte de préoccupations croissantes liées à la sécurité énergétique, aux engagements climatiques et à la hausse des prix des énergies fossiles. Ce revirement reflète l'évolution des besoins énergétiques, les pressions en faveur de la décarbonisation et la diffusion de la technologie nucléaire civile. Ce phénomène est en partie motivé par les avancées réalisées, notamment dans les [petits réacteurs modulaires](#), qui promettent davantage de sûreté, de flexibilité et des coûts initiaux réduits. Bien qu'aucun État de la région n'exploite actuellement de centrale nucléaire, cinq pays – Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viêt Nam, qui [représentent près de 90 % de la demande énergétique régionale](#) – ont intégré le nucléaire dans leur planification de long terme. L'énergie atomique pourrait ainsi devenir opérationnelle dans certaines parties de la région au cours de la prochaine décennie.

Cependant, à mesure que cet intérêt grandit, des garanties solides seront essentielles pour prévenir toute diversion de matières nucléaires à des fins non pacifiques. Alors que les [garanties de l'AIEA](#) visent à assurer que les matières nucléaires ne sont pas détournées, notamment par la surveillance de l'enrichissement et du retraitement, les technologies émergentes de réacteurs tendent à poser de nouveaux défis en matière de vérification. Certaines conceptions avancées impliquent un chargement du combustible continu ou en ligne, ce qui [complique la](#) comptabilisation précise des stocks nucléaires. Les cadres de garanties devront donc être adaptés avant que ces technologies ne soient déployées dans la région – et à l'échelle mondiale.

Les programmes d'énergie nucléaire nécessitent des régulateurs indépendants, du personnel formés et compétents, des systèmes de gestion des déchets et des accords d'approvisionnement en combustible sûrs et durables – autant d'éléments pour lesquels la plupart des États de la région ont [une expérience limitée](#). Ce déficit engendre plusieurs risques. D'une part, une gouvernance défailante accroît la probabilité d'incidents de sûreté, de corruption ou de captation réglementaire, sapant ainsi la confiance du public et la confiance internationale. D'autre part, la dépendance vis-à-vis de fournisseurs étrangers pour le combustible, la technologie et la gestion des déchets peut introduire de nouvelles dépendances stratégiques, mêlant la politique énergétique aux alignements géopolitiques. Enfin, l'expansion des infrastructures nucléaires pourrait également réduire les barrières techniques à la « couverture nucléaire », si les conditions sécuritaires régionales venaient à se détériorer davantage.

Alors que l'Asie du Sud-Est est encore loin de se doter d'armes nucléaires, les changements à sa périphérie nord commencent à façonner les perceptions régionales de la vulnérabilité. Si les débats sur le déploiement, la latence et l'autonomie du cycle du combustible s'intensifient au Japon et en Corée du Sud, les décideurs politiques d'Asie du Sud-Est sont confrontés à une question un peu plus subtile : la stricte « abstention nucléaire » continue-t-elle de protéger, ou risque-t-elle de marginaliser stratégiquement ces États dans un environnement où la capacité nucléaire – qu'elle soit réelle ou latente – semble exercer une influence considérable ? La rhétorique politique suggère également un malaise croissant concernant la clarté stratégique. En 2020, Luhut Pandjaitan, alors ministre [coordinateur des Affaires maritimes et de l'Investissement](#) au sein du gouvernement indonésien, avait publiquement [laissé entendre](#) que la capacité nucléaire était le seul moyen pour un État d'attirer sérieusement l'attention des grandes puissances. Bien que majoritairement rhétorique, ce type de discours reflète néanmoins un sentiment plus large selon lequel la pertinence stratégique est de plus en plus liée au passage au nucléaire, qu'il soit civil ou militaire. Il est toutefois important de noter que cette évolution se traduit par une réévaluation des garanties relatives à l'énergie nucléaire civile – autrefois un sujet politiquement tabou dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est.

Capacités de frappe à longue portée et risque d'escalade

Outre ce regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire civile, l'Asie du Sud-Est connaît également une expansion progressive de ses [capacités de frappe conventionnelle à longue portée](#). Bien que ces systèmes demeurent non nucléaires, leurs implications stratégiques dépassent le seul domaine conventionnel. Dans une région déjà inscrite au sein d'une rivalité entre grandes puissances, les missiles de précision à longue portée compressent les délais de décision, élargissent l'éventail des cibles et accroissent les risques d'erreur en situation de crise.

Deux dynamiques structurelles sous-tendent cette évolution. Premièrement, l'essor de l'arsenal balistique chinois et la militarisation des positions contestées en mer de Chine méridionale ont modifié l'équilibre offensif/défensif (*offense-defense balance*) dans la région, incitant les États voisins à développer des capacités de riposte crédibles. Deuxièmement, [l'effondrement du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#) (FNI) a supprimé les contraintes normatives et politiques pesant sur le déploiement de systèmes à portée intermédiaire lancés depuis le sol dans la région indo-pacifique, normalisant ainsi leur intégration dans la planification des forces régionales.

Pour les gouvernements d'Asie du Sud-Est, l'acquisition de capacités de frappe à longue portée est présentée comme relevant de la dissuasion et du « *hedging* » plutôt que d'une logique de course aux armements. Ces systèmes renforcent les capacités de déni maritime, protègent les routes maritimes critiques et réduisent la dépendance excessive à l'égard de garanties de sécurité externes.

Toutefois, à mesure que davantage d'États intègrent des frappes de précision à longue portée dans leurs doctrines, l'environnement opérationnel devient plus dense et plus complexe, réduisant la marge d'erreur. Cette évolution est d'autant plus cruciale qu'elle se déploie parallèlement à deux tendances : la présence croissante de plateformes à propulsion nucléaire dans les eaux environnantes et la réintroduction progressive d'infrastructures nucléaires civiles dans la région. Dans un tel contexte, des frappes conventionnelles pourraient interagir avec des moyens « nucléaires périphériques » ou des installations à double usage. Une erreur de ciblage, un lancement mal interprété ou une attaque visant une infrastructure perçue comme stratégiquement sensible pourraient générer des dynamiques d'escalade dépassant le cadre régional.

Pris isolément, la modernisation des missiles, la propulsion nucléaire navale et le développement du nucléaire civil demeurent conformes au droit international et stratégiquement défendables. Ensemble, toutefois, ils érodent l'isolation structurelle qui séparait jusqu'ici l'Asie du Sud-Est des dynamiques nucléaires. À mesure que les capacités techniques se développent et que la rivalité stratégique s'intensifie, la distinction entre dissuasion conventionnelle et risque « nucléaire périphérique » s'amenuise progressivement. Le danger à long terme réside ainsi dans l'émergence graduelle de points de bascule où conformité, exposition et insécurité convergent lors d'une crise future.

Pour l'Asie du Sud-Est, les implications sont majeures : un régime mondial conçu pour prévenir la prolifération horizontale en sanctionnant les violations explicites pourrait se révéler de plus en plus inadapté à la gestion des risques émergents. À terme, ces dynamiques pourraient normaliser la latence nucléaire comme caractéristique acceptable de l'ordre international. L'Asie du Sud-Est apparaît dès lors non pas comme une simple périphérie de la rivalité entre grandes puissances, mais comme un point d'inflexion structurel – illustrant comment le risque de prolifération peut s'intensifier alors même que les engagements formels de non-prolifération demeurent en place, et comment les hiérarchies nucléaires peuvent être reconfigurées sans militarisation explicite.

Crédit photo : [Bosco Yip](#)

• — • — — • • — • — • •

Hely Desai

Hely Desai ([@HelyD25](#)) est chercheuse invitée au Henry L. Stimson Center. Elle est titulaire d'un master en philosophie de l'université de Cambridge. Ses travaux portent sur la dissuasion nucléaire, la défense et la sécurité, ainsi que sur les risques politiques liés à l'énergie nucléaire civile en Asie.

Comment citer cette publication

Hely Desai, « L'angle mort nucléaire en Asie du Sud-Est : entre latences et pressions concurrentes », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 24 juillet 2026
[<https://lerubicon.org/langle-mort-nucleaire-en-asie-du-sud-est-entre-latences-et-pressions-concurrentes/>].